

## Lettre ouverte de la campagne BDS en France à nos camarades de la CGT

Confédération Générale du Travail
Commission Exécutive
263 rue de Paris
93 516 Montreuil cedex

Paris, le 21 juin 2010

Chers amis et camarades de lutte de la Confédération Générale du Travail.

C'est avec beaucoup d'étonnement que nous avons pris connaissance de la déclaration de la commission exécutive de la CGT à Montreuil le 25 mai dernier.

http://www.cgt.fr/spip.php?article37400&debut\_premier\_article=20

Comme vous, nous sommes aux côtés de toutes celles et de tous ceux qui se mobilisent pour la paix et la justice. Pourtant, nous considérons qu'aujourd'hui le respect du droit international, la restitution de tous les territoires occupés, la fin des discriminations et le retour des réfugiés ne seront atteint que par une forte mobilisation populaire autour de la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'Etat israélien, à l'appel de nos camarades palestiniens.

Au delà d'une divergence d'analyse, votre déclaration critique sévèrement notre action parce qu'elle punirait également le "camp de la paix" israélien, que vous reconnaissez être faible. Quelle meilleur réponse que celle émanant précisément de ce "camp de la paix" israélien, qui nous demande de vous transmettre le message ci-joint.

En solidarité, et dans l'attente que vous nous rejoigniez, comme vous l'avez fait dans le cas de la campagne de boycott qui a mis fin au régime d'Apartheid en Afrique du Sud, comme de nombreux autres syndicats de par le monde, et aussi en France, pour une campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre l'Etat israélien, jusqu'à ce qu'il applique le droit international et les principes universels des droits de l'Homme, jusqu'à la fin de l'occupation et de la colonisation.

La Campagne BDS France

http://www.bdsfrance.org/

Nous sommes des citoyens israéliens. Nous voudrions exprimer notre soutien à nos amis en France qui défendent l'appel palestinien au Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) internationales à l'encontre d'Israël. Nous aimerions insister sur le fait que prendre part à une activité de cette sorte n'est d'aucune manière discriminatoire, antisémite ou raciste, mais qu'il s'agit bien au contraire d'une action basée sur les valeurs universelles de liberté, d'égalité, de respect des droits de l'homme, ainsi que sur le droit international.

En tant que citoyens dévoués à promouvoir une paix juste et la démocratie dans la région, nous dénonçons les investissements économiques continus de la communauté internationale en Israël qui, directement ou indirectement, contribuent à soutenir les violations israéliennes quotidiennes du droit international et accélèrent la colonisation des territoires occupés. Nous sommes conscients que l'occupation israélienne et l'oppression des Palestiniens ne cesseront très probablement pas sans des pressions et sanctions internationales.

Certains d'entre nous sont des survivants des atrocités du régime nazi ou les enfants et petitsenfants de ces survivants. Nous voulons insister sur le fait qu'il n'y a rien d'antisémite ou de raciste
dans le fait de critiquer et de s'opposer à la politique et aux pratiques du régime israélien par le biais
du BDS, tout comme il n'était pas raciste de s'opposer à la guerre du Vietnam ou à l'occupation
française en Algérie. Il n'est jamais antisémite ou raciste de s'opposer à des injustices telles que voler
des terres, torturer, placer en détention sans procès, tuer des innocents, et autres éléments de
l'occupation et de l'oppression israéliennes. En fait, ce sont ceux qui veulent identifier l'Etat d'Israël à
l'ensemble des Juifs – comme si s'opposer à l'un revenait à s'opposer à l'autre – qui devraient être
accusés de généralisations racistes, en ce qu'ils encouragent une vision figée et étriquée de la
communauté juive.

Nous rejetons aussi les accusations selon lesquelles l'appel au BDS – appliqué aux institutions et non aux individus – serait discriminatoire. Donner à des institutions et des Etats l'impunité, tout en engageant des poursuites contre ceux qui exigent qu'ils aient des comptes à rendre, est à la fois anti-démocratique et oppressif. Dans une véritable démocratie, ce sont les individus qui devraient faire l'objet de la plus grande protection par la loi.

Promouvoir l'appel au BDS pour la Palestine est un acte démocratique qui fait appel aux gens pour qu'ils prennent la décision consciente de faire entendre la voix opprimée des Palestiniens et de faire connaître les graves violations des droits de l'homme commises sur le terrain. Il ne s'agit pas de censure, dans la mesure où la liberté de parole individuelle n'est pas visée et où il n'y a aucune volonté de contrôler les autres. Le boycott culturel et académique n'est ni un boycott de personnalités du monde culturel ou académique, ni un boycott de leurs travaux, mais plutôt un boycott d'Israël et des institutions culturelles et académiques qui se rendent complices de sa politique.

Pour toutes ces raisons, nous honorons votre initiative courageuse, dans l'espoir qu'elle montrera à bien d'autres l'exemple à suivre. L'appel au BDS utilise des moyens non-violents et légitimes de pression sur Israël afin qu'elle change sa politique, moyens désespérément nécessaires à l'heure actuelle pour mettre fin à l'occupation israélienne et à l'oppression des Palestiniens.

Boycott from Within (Israël): http://boycottisrael.info/

The Coalition of Women for Peace (Israël): <a href="http://coalitionofwomen.org/">http://coalitionofwomen.org/</a>